

# Orientations pour le personnel du Ministère des Finances

Auteurs : Ayan Jha et Jay Gribble



## Introduction

La planification familiale a longtemps été considérée comme un programme de développement qui offre l'un des meilleurs retours sur investissement. En effet, la réduction du nombre de grossesses non désirées et la baisse des taux de fécondité de la population ont des avantages en cascade dans les secteurs de la santé, de la protection sociale et de l'économie. En aidant à réduire les maladies et les décès maternels et infantiles, la planification familiale contribue à la productivité du marché du travail, à la réalisation de la [dividende démographique](#) et à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Les scientifiques estiment que pour chaque dollar investi dans la réduction des besoins non satisfaits en matière de contraception, il y a un gain à long terme de 120 dollars en « avantages annuels accumulés », dont la majeure partie est attribuable à la croissance économique qui en résulte (FP2020, p. 2).

Le personnel travaillant dans les ministères des finances joue un rôle essentiel non seulement en s'assurant que les programmes de planification familiale sont financés de manière adéquate, mais aussi en veillant à ce que les budgets soient efficacement planifiés et entièrement exécutés. Pour remplir ce rôle, les responsabilités du personnel du ministère des Finances (MF) doivent inclure les éléments suivants :

- Coordonner avec le ministère de la Santé (MS) pour établir des mécanismes de financement durables pour les programmes de planification familiale par le biais de donateurs tels que le [Mécanisme de financement](#)

[mondial](#), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Agence des États-Unis pour le développement internationale (USAID).

- Veiller à ce que des processus clairs et exploitables liés au suivi budgétaire soient mis en place afin que les fonds soient dépensés de manière responsable et transparente (par exemple, par le biais d'un [financement basé sur la performance](#)).
- Établir des procédures institutionnelles pour tenir compte des changements ou des besoins émergents au cours de l'année.
- Travailler avec les entités gouvernementales compétentes pour réduire ou éliminer les taxes ou droits d'importation sur les produits de planification familiale.

Le but de ce document est de fournir des mesures pratiques que le personnel du MF peut prendre pour améliorer la durabilité du financement de la planification familiale en renforçant les mécanismes de financement nationaux. Les actions proposées sont prévues pour différents contextes nationaux et les mécanismes de financement utilisés.

## Comprendre le contexte dans lequel le programme de planification familiale opère

Pour identifier les mécanismes de financement de la planification familiale appropriés, le personnel du MF doit comprendre le contexte du pays dans lequel le programme de planification familiale opère, ainsi que les possibilités de s'appuyer sur les mécanismes de financement existants et émergents.

L'outil interactif [Feuille de Route du Financement de la Planification Familiale](#) de l'USAID peut servir de point de départ pour examiner le contexte du pays. Le personnel peut utiliser l'outil pour examiner les [concepts de financement de la santé](#) liés à la planification familiale et travailler avec le personnel du MS pour mettre à jour les [données spécifiques au pays](#) et examiner les recommandations de solutions de financement de la planification familiale.

Dans le cadre de ce processus, le personnel du MF doit :

1. Comprendre les mécanismes actuels de financement de la santé publique (par exemple, l'assurance maladie, les taxes affectées, les subventions gouvernementales) ou les mécanismes qui pourraient être envisagés pour un financement national durable des programmes de planification familiale.
2. Identifier les défis et les solutions liés à l'amélioration de l'efficacité de l'allocation, du flux et de l'utilisation des fonds.
3. Examiner des mécanismes financiers alternatifs qui puissent apporter des ressources supplémentaires, par exemple par le biais de la participation du secteur privé ou de donateurs mondiaux.
4. Déterminer les projections financières ou les indicateurs qui peuvent être requis afin d'éclairer les discussions avec le gouvernement et les parties prenantes externes.

### **Impliquer les bonnes parties prenantes**

Grâce à une compréhension globale du contexte de la planification familiale, le personnel du MF devra ensuite identifier les principaux décideurs et parties prenantes avec lesquels il devra établir des relations plus solides pour faire avancer le programme de financement de la planification familiale (voir Tableau 1). En raison de la rotation fréquente des postes clés du personnel, en particulier au sein du gouvernement, le personnel devra renouer le dialogue avec de nouveaux décideurs et parties prenantes si nécessaire, en présentant les mêmes preuves et cas de plaidoyer à plusieurs reprises pour assurer une collaboration continue.

### **Agir pour faire progresser les stratégies de financement de la planification familiale**

En collaboration avec les parties prenantes mentionnées dans le tableau 1, le personnel du MF doit identifier les solutions de financement les plus appropriées. Les sections suivantes fournissent des éléments d'action pour différents mécanismes de financement, dont certains ou tous peuvent être appropriés en fonction du contexte du pays :

#### **Si les allocations budgétaires du gouvernement à la planification familiale sont inexistantes ou insuffisantes :**

- Au niveau national, travailler avec le MS pour établir l'allocation, déterminer le niveau de financement nécessaire et soutenir le processus d'approbation politique.
- Au niveau local, travailler avec les principaux décideurs (gouvernement local et agents de santé locaux) pour établir et financer un poste budgétaire. Dans la mesure du possible, encourager les augmentations de l'allocation pour la planification familiale, telles que les fonds de contrepartie des donateurs, ce qui pourrait être fait en coordination avec le programme de planification familiale du MS.

#### **Si l'espace budgétaire limité pour la santé nécessite un programme de planification familiale plus efficace :**

- Envisager des mesures pour améliorer l'efficacité technique grâce à la collaboration avec le MS pour identifier et résoudre les inefficacités potentielles au sein du programme de planification familiale. Le futur outil d'[efficacité technique de la planification familiale](#) de Health Policy Plus peut être utilisé pour identifier les inefficacités potentielles du programme de planification familiale. Les étapes pour améliorer l'efficacité de la prestation de services peuvent inclure l'intégration avec le programme de lutte contre le VIH, l'inclusion de services adaptés aux adolescents, la garantie de la disponibilité des produits et la formation continue des prestataires. Des mesures supplémentaires pour améliorer l'efficacité peuvent impliquer

**Tableau 1. Parties prenantes clés et leurs contributions au financement de la planification familiale**

Partie prenant clé	Responsabilité	Contribution au financement de la planification familiale
Département de la planification familiale du MS	Rassemble des preuves sur la valeur de l'investissement dans les programmes de planification familiale et coordonne avec d'autres parties prenantes au sein et en dehors du gouvernement.	Coordonne les besoins budgétaires de planification familiale avec les départements et ministères au sein du gouvernement et avec les partenaires de développement.
Département de la planification du MS	Élabore et surveille le plan stratégique national du secteur de la santé, ses objectifs et son budget.	Plaide une inclusion appropriée de la planification familiale dans le budget de la santé.
Département des finances et de l'administration du MS	Gère, surveille et rend compte du budget et des dépenses du MS.	Plaide une inclusion appropriée de la planification familiale dans le budget de la santé, en particulier des postes budgétaires spécifiques.
Département du MS en charge de la couverture sanitaire universelle ou des initiatives de financement de la santé	Développe et/ou renforce les mécanismes ou réformes de financement de la santé.	Prend des décisions sur l'inclusion de la planification familiale dans les mécanismes ou réformes de financement de la santé.
Commissions sanitaires ou sociales au parlement	Dirige l'élaboration et l'examen de la législation relative au secteur de la santé, y compris l'approbation du budget du secteur de la santé.	Approuve et peut plaider pour le budget de la santé, y compris l'allocation à la planification familiale, en particulier la ligne budgétaire pour les contraceptifs et les réformes du financement de la santé qui pourraient inclure la planification familiale.
Dirigeants des gouvernements infranationaux et locaux dans le secteur de la santé	Élabore et alloue le budget du secteur de la santé au niveau régional/district/commune, en particulier dans les contextes décentralisés.	Répartit le budget de la santé entre les programmes de santé, y compris la planification familiale.
Caisses d'assurance maladie	Détermine les services qui sont couverts dans les prestations et les fournisseurs qui peuvent les offrir.	Envisage l'intégration des services et des produits de planification familiale dans les prestations et engage divers cadres de prestataires dans les secteurs public et privé pour la prestation de services, augmentant ainsi l'accès et la protection contre les risques financiers.

le renforcement de la gestion des programmes et l'augmentation de la demande de services, par exemple, par le biais de programmes d'assurance maladie ou de bons, de campagnes médiatiques et de marketing social.

- Envisager des mesures visant à améliorer [l'efficacité de l'allocation](#) (en anglais) en renforçant la gestion des finances publiques :
  - Travailler avec le MS pour identifier les goulots d'étranglement dans le flux de fonds à travers

le système à l'aide d'audits, de flux de fonds ou d'analyses financières.

- Examiner les options d'amélioration de l'allocation et des dépenses en examinant les dépenses annuelles prévues par rapport aux dépenses réelles pour remédier à la sous-dépense.
- Mener des exercices de modélisation appropriés afin de développer des projections financières pour la planification future des ressources.

### Si les produits de planification familiale ne sont pas exonérés de taxes à l'importation :

- Travailler sur l'exonération des droits d'importation sur les produits de planification familiale, exonération à inclure dans les lois de finances pertinentes, comme cela a été fait à [Madagascar](#) (en anglais).

### Si les ressources nationales limitées pour la santé nécessitent des mécanismes de financement innovants :

- Utiliser des critères pour identifier et évaluer les opportunités de [financement mixte](#) (en anglais), en utilisant stratégiquement les ressources publiques et philanthropiques pour inciter le financement privé des programmes de planification familiale.
- En collaboration avec le MS, envisager des mécanismes d'achat stratégiques tels que le [financement basé sur la performance](#) (en anglais) ou les résultats pour encourager la prestation de services de haute qualité.
- Travailler avec le MS pour développer des bons ou d'autres subventions susceptibles d'augmenter la demande de services de planification familiale parmi les groupes de population cibles.

### Si le pays fait face à une transition dans le soutien financier des donateurs :

- Soutenir le MS dans la réalisation d'analyses des coûts, de l'espace budgétaire et des déficits de financement (si cela n'est pas déjà fait par le donateur).
- Comprendre les risques associés au retrait progressif des donateurs et commencer à préparer la transition dès que possible. Les premières activités de planification doivent impliquer toutes les parties prenantes dans le pays et chercher à renforcer et/ou à améliorer

la capacité du programme local à prévoir les besoins et à gérer les achats. Ces activités proactives et participatives menées par un leadership national engagé peuvent garantir que toutes les parties prenantes dans le pays disposent de suffisamment de temps pour se préparer à la transition financière.

- Travailler avec les donateurs et les dirigeants du MS sur le calendrier de transition, les attentes et la mise en œuvre, y compris le niveau de financement nécessaire et la manière dont la planification familiale peut réellement être financée de manière durable.

## Références

FP2020. « Le retour sur investissement de la planification familiale ». [https://fp2030.org/sites/default/files/Data-Hub/ROI/FP2020\\_ROI\\_OnePager\\_FINAL.pdf](https://fp2030.org/sites/default/files/Data-Hub/ROI/FP2020_ROI_OnePager_FINAL.pdf).



### Lire la série



Introduction



1 Orientations pour le personnel du département de la Planification familiale du ministère de la Santé



2 Orientations pour le personnel du Ministère des Finances



3 Orientations aux législateurs des commissions du secteur de la santé ou du secteur social au Parlement



4 Orientations pour les acteurs du secteur privé



5 Orientations pour les organisations de la société civile



6 Guide pour les agences publiques nationales d'assurance maladie



7 Guide pour le personnel travaillant dans les départements de santé locaux

## Health Policy Plus

1331 Pennsylvania Ave NW, Suite 600

Washington, DC 20004

[www.healthpolicyplus.com](http://www.healthpolicyplus.com)

[policyinfo@thepalladiumgroup.com](mailto:policyinfo@thepalladiumgroup.com)

Health Policy Plus (HP+) est un accord coopératif de sept ans financé par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) dans le cadre de l'Accord n° AID-OAA-A-15-00051, qui a pris effet le 28 août 2015. HP+ est mis en œuvre par Palladium, en collaboration avec Avenir Health, Futures Group Global Outreach, Plan International USA, Population Reference Bureau, RTI International, ThinkWell et l'Alliance du Ruban Blanc pour une Maternité Sans Risque.

Cette publication a été préparée pour revue par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Elle a été préparée par HP+. Les informations fournies dans ce document ne sont pas des informations officielles du Gouvernement des États-Unis et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les positions de l'Agence des États-Unis pour le Développement International ou du Gouvernement des États-Unis.